INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Bulletin statistique régional

Édition 2012

Montérégie

Québec

Équipe de rédaction :

Raymond Beullac, Danielle Bilodeau, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Chantal Girard, Hugo Johnston-Laberge, Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Jean-François Lachance, Stéphane Ladouceur, Guillaume Marchand, Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin, Claudette D'Anjou, Fanny Desrochers, Danielle Laplante, Hugo Leblanc, Amélie Martins, Danny Sanfaçon

Révision linguistique :

Esther Frève, Micheline Lampron

Sous la coordination de :

Pierre Cambon, Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Amanda Rohde / Henk Badenhorst / Yuriy Poznukhov, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	g	Gramme
...	N'ayant pas lieu de figurer	kg	Kilogramme
–	Néant ou zéro	t	Tonne métrique
—	Données infime	hl	Hectolitre
p	Donnée provisoire	n	Nombre
r	Donnée révisée	$	En dollars
e	Donnée estimée	k	En milliers
F	Donnée peu fiable	M	En millions
x	Donnée confidentielle	G	En milliards

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2012
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juillet 2012

Table des matières

Territoire 2

Démographie 3

Marché du travail 9
- Indicateurs du marché du travail 9
- Nombre et taux de travailleurs 10

Comptes économiques 11
- Produit intérieur brut 11
- Revenu personnel 13

Conditions de vie et bien-être 16

Investissements et permis de bâtir 19
- Investissements 19
- Permis de bâtir 20

Mines 22

Santé 24

Éducation 26

Culture et communications 28

Concepts et définitions 29

Tableaux comparatifs 36

1. Territoire

par Guillaume Marchand, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

La région de la Montérégie couvre une superficie de 11 825 km². Elle est composée de quinze municipalités régionales de comté (MRC) et territoire équivalent (TE) : Brome-Missisquoi, La Haute-Yamaska, Acton, Pierre-De Sorel, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Richelieu, La Vallée-du-Richelieu, Longueuil, Marguerite-D'Youville, Roussillon, Les Jardins-de-Napierville, Le Haut-Saint-Laurent, Beauharnois-Salaberry et Vaudreuil-Soulanges, et regroupe 179 municipalités.

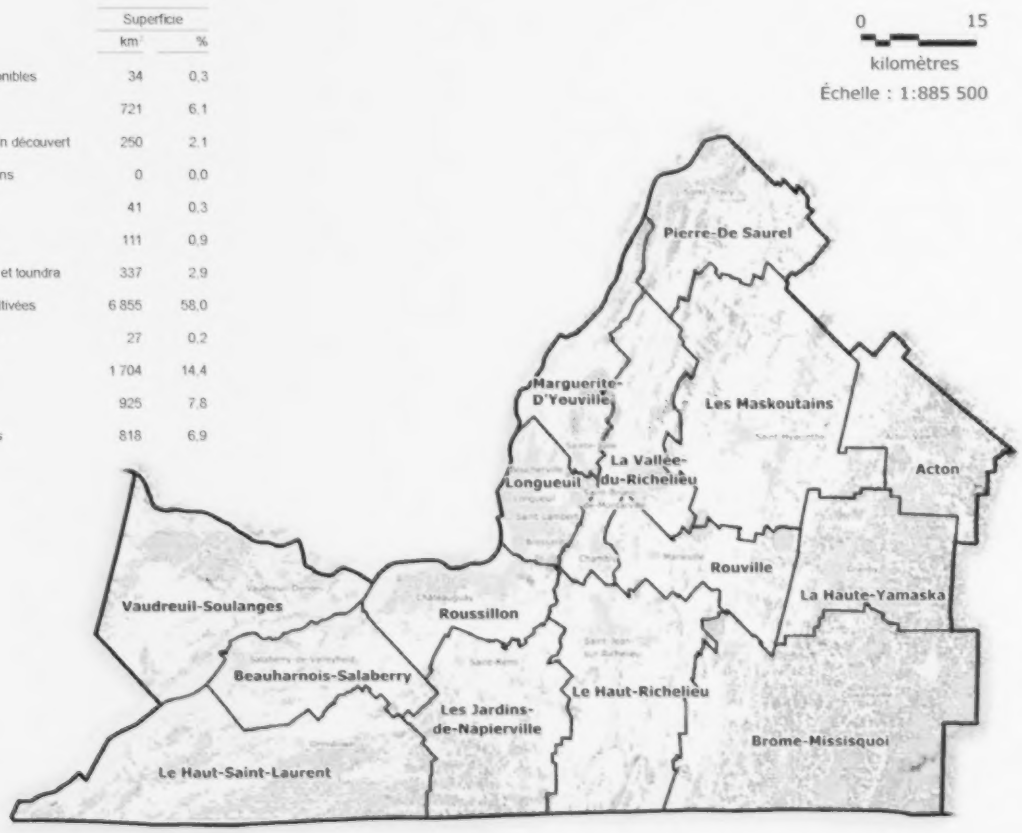
Avec une superficie en terre ferme de 11 103 km² (93,9 %) pour 1 456 743 habitants en 2011, la densité de population de la Montérégie est de 131,2 hab./km². Par contre, les zones développées couvrent une surface de 818 km² (6,9 %). Ainsi, la densité de la population par rapport aux zones développées est de 1 781 hab./ km².

La couverture du sol[1] de la Montérégie est composée majoritairement de 6 855 km² de terres agricoles cultivées (58,0 %), de 1 704 km² de forêts de feuillus (14,4 %) et de 925 km² de forêts mixtes (7,8 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 111 km², ce qui représente 0,9 % de la région.

Pour favoriser la protection et le maintien de la diversité biologique, la Montérégie compte 451 km² (3,8 %) d'aires protégées en 2012.

Couverture du sol

	Superficie	
	km²	%
Données non disponibles	34	0,3
Eau	721	6,1
Glace, roche, terrain découvert	250	2,1
Bryophytes et lichens	0	0,0
Arbustes	41	0,3
Terres humides	111	0,9
Plantes herbacées et toundra	337	2,9
Terres agricoles cultivées	6 855	58,0
Forêt de conifères	27	0,2
Forêt de feuillus	1 704	14,4
Forêt mixte	925	7,8
Zones développées	818	6,9



Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par la Direction des statistiques sociodémographiques

La Montérégie fait bonne figure au chapitre de la croissance démographique, même si sa population ne croît pas aussi rapidement que celle des autres régions adjacentes à Montréal. Tous les facteurs d'accroissement présentés ci-après lui sont assez favorables. Par exemple, malgré un récent fléchissement, la fécondité y demeure supérieure à la moyenne québécoise. La Montérégie continue également d'enregistrer des gains migratoires non négligeables au détriment des autres régions du Québec, surtout de Montréal, et attire une part grandissante des nouveaux immigrants.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la région de la Montérégie comptait 1 456 700 habitants au 1er juillet 2011, soit 18,3 % de la population du Québec. Elle arrive au 2e rang des régions administratives pour ce qui est de la taille de sa population, derrière Montréal (24,5 %) et assez loin devant la Capitale-Nationale (8,8 %). À l'instar des autres régions adjacentes à Montréal, la Montérégie a vu son poids démographique s'accroître légèrement au cours des dernières années; en 1996, il était de 17,7 %.

En 2011, environ 28 % de la population montérégienne, soit 406 600 personnes, résident dans le TE de Longueuil, qui recouvre la municipalité du même nom. Suivent les MRC de Roussillon, de Vaudreuil-Soulanges, de La Vallée-du-Richelieu et du Haut-Richelieu, qui comptent toutes plus de 110 000 habitants et dont le poids démographique varie entre 8 % et 12 %. À l'opposé, les MRC les moins populeuses sont Acton, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville et Rouville, qui comptent pour 1 % ou 2 % de la population régionale avec un effectif variant entre 15 000 et 35 000.

Tableau 2.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population régionale, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 1996-2011p

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	1996	2001r	2006r	2011p	1996-2001r	2001r-2006r	2006r-2011p	1996	2011p
	n				pour 1 000			%	
Brome-Missisquoi	50 925	51 926	53 063	55 185	3,9	4,3	7,8	4,0	3,8
La Haute-Yamaska	73 719	75 877	80 176	84 664	5,8	11,0	10,9	5,7	5,8
Acton	15 520	15 456	15 408	15 342	– 0,8	– 0,6	– 0,9	1,2	1,1
Pierre-De Saurel	52 926	50 982	50 133	49 969	– 7,5	– 3,4	– 0,7	4,1	3,4
Les Maskoutains	79 804	80 484	81 362	83 371	1,7	2,2	4,9	6,2	5,7
Rouville	30 564	30 556	31 700	34 205	– 0,1	7,4	15,2	2,4	2,3
Le Haut-Richelieu	98 938	102 792	109 941	114 218	7,6	13,4	7,6	7,7	7,8
La Vallée-du-Richelieu	94 915	98 108	107 950	115 734	6,6	19,1	13,9	7,4	7,9
Longueuil	376 732	379 323	388 817	406 571	1,4	4,9	8,9	29,4	27,9
Marguerite-D'Youville	61 945	65 367	70 630	72 900	10,8	15,5	6,3	4,8	5,0
Roussillon	141 543	149 390	161 150	173 738	10,8	15,1	15,0	11,0	11,9
Les Jardins-de-Napierville	23 268	23 272	24 403	26 122	0,0	9,5	13,6	1,8	1,8
Le Haut-Saint-Laurent	24 685	24 926	25 034	24 634	1,9	0,9	– 3,2	1,9	1,7
Beauharnois-Salaberry	60 576	60 294	61 164	62 382	– 0,9	2,9	3,9	4,7	4,3
Vaudreuil-Soulanges	96 738	104 416	122 089	137 708	15,3	31,2	24,0	7,5	9,5
Montérégie	**1 282 798**	**1 313 169**	**1 383 020**	**1 456 743**	**4,7**	**10,4**	**10,4**	**100,0**	**100,0**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 979 663**	**4,1**	**6,3**	**8,9**	...	...

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er juillet 2011.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2006 et 2011, la population de la Montérégie a crû en moyenne à un rythme annuel de 10,4 pour mille selon les données provisoires. Cette croissance est équivalente à celle enregistrée en 2001-2006 et est supérieure à celle de 1996-2001 (4,7 pour mille). Si la Montérégie est l'une des seules régions du Québec où la croissance ne s'est pas accélérée de nouveau au cours de la période 2006-2011, elle continue toutefois de croître plus rapidement que la moyenne québécoise (8,9 pour mille). En revanche, sa croissance demeure moins élevée que celle des autres régions adjacentes à Montréal (Laval, Lanaudière et les Laurentides), où les taux d'accroissement annuel moyen ont varié entre 14 et 16 pour mille de 2006 à 2011.

Des 15 MRC et TE que compte la Montérégie, 12 ont vu leur population augmenter entre 2006 et 2011. Dans six d'entre elles, les taux d'accroissement ont été supérieurs à la moyenne québécoise. Vaudreuil-Soulanges arrive largement en tête dans la région avec une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 24,0 pour mille, un des taux les plus élevés de toutes les MRC du Québec. Rouville, Roussillon, La Vallée-du-Richelieu et Les Jardins-de-Napierville font également bonne figure, les taux d'accroissement y étant d'environ 14 ou 15 pour mille. Dans La Haute-Yamaska, une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 10,9 pour mille a été enregistrée. Six autres MRC et TE, dont Longueuil, affichent une croissance plus modérée, entre 4 et 9 pour mille. Enfin, trois MRC ont vu leur population se réduire entre 2006 et 2011. Les pertes sont minimes dans Acton et Pierre-De Saurel, soit d'environ – 1 pour mille annuellement en moyenne, mais un peu plus importantes dans Le Haut-Saint-Laurent (– 3,2 pour mille).

Soulignons que sept des 15 MRC ont amélioré leur bilan démographique entre 2006 et 2011 par rapport aux deux périodes précédentes : Brome-Missisquoi, Les Maskoutains, Rouville, Longueuil, Les Jardins-de-Napierville et Beauharnois-Salaberry ont vu leur croissance s'accélérer, tandis que Pierre-De Saurel a connu un ralentissement de son déclin. Au contraire, Marguerite-D'Youville et Le-Haut-Saint-Laurent affichent en 2006-2011 le taux d'accroissement le moins avantageux des trois périodes.

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives et des MRC et TE entre 2006 et 2011. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Structure par âge

En 2011, la structure par âge de la Montérégie présente des écarts mineurs avec la moyenne québécoise. L'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – y est de 41,5 ans, comparativement à 41,4 ans pour l'ensemble du Québec. La part des jeunes de moins de 20 ans (23,2 %) y est légèrement plus élevée que dans l'ensemble du Québec (21,7 %), tandis que les 65 ans et plus (15,1 %) et les individus d'âge actif, soit les 20-64 ans (61,7 %), sont au contraire un peu moins nombreux, toutes proportions gardées, qu'à l'échelle québécoise (15,7 % et 62,6 %).

Les MRC de Roussillon, de Marguerite-D'Youville et de Vaudreuil-Soulanges se démarquent par une population relativement jeune. Dans ces trois MRC, la part des 65 ans et plus est d'au plus 12 % en 2011, tandis que celle des jeunes de moins de 20 ans dépasse 26 %. L'âge médian de ces MRC est inférieur à 40 ans; c'est également le cas dans La Vallée-du-Richelieu et Les Jardins-de-Napierville. À l'inverse, les MRC du Haut-Saint-Laurent, de Beauharnois-Salaberry, de Brome-Missisquoi et de Pierre-De Saurel ont des populations plus âgées que la moyenne régionale. L'âge médian atteint 49 ans dans Pierre-De Saurel; c'est la seule MRC de la Montérégie où les 65 ans et plus (21,1 %) sont plus nombreux que les moins de 20 ans (18,0 %).

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2011[p]

	Groupe d'âge								Âge médian
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	
	n				%				
Brome-Missisquoi	55 185	11 700	33 396	10 089	100,0	21,2	60,5	18,3	46,4
La Haute-Yamaska	84 664	18 966	51 883	13 815	100,0	22,4	61,3	16,3	42,8
Acton	15 342	3 639	9 164	2 539	100,0	23,7	59,7	16,5	42,9
Pierre-De Saurel	49 969	8 985	30 417	10 567	100,0	18,0	60,9	21,1	49,0
Les Maskoutains	83 371	18 283	50 886	14 202	100,0	21,9	61,0	17,0	42,5
Rouville	34 205	7 837	21 414	4 954	100,0	22,9	62,6	14,5	40,5
Le Haut-Richelieu	114 218	26 131	70 521	17 566	100,0	22,9	61,7	15,4	41,9
La Vallée-du-Richelieu	115 734	29 940	70 826	14 968	100,0	25,9	61,2	12,9	39,8
Longueuil	406 571	86 625	253 930	66 016	100,0	21,3	62,5	16,2	42,1
Marguerite-D'Youville	72 900	19 597	45 249	8 054	100,0	26,9	62,1	11,0	39,1
Roussillon	173 738	45 830	107 098	20 810	100,0	26,4	61,6	12,0	38,5
Les Jardins-de-Napierville	26 122	6 220	16 181	3 721	100,0	23,8	61,9	14,2	39,8
Le Haut-Saint-Laurent	24 634	5 565	14 831	4 238	100,0	22,6	60,2	17,2	44,9
Beauharnois-Salaberry	62 382	12 380	37 760	12 242	100,0	19,8	60,5	19,6	45,8
Vaudreuil-Soulanges	137 708	36 185	85 343	16 180	100,0	26,3	62,0	11,7	39,5
Montérégie	**1 456 743**	**337 883**	**898 899**	**219 961**	**100,0**	**23,2**	**61,7**	**15,1**	**41,5**
Ensemble du Québec	**7 979 663**	**1 729 982**	**4 996 131**	**1 253 550**	**100,0**	**21,7**	**62,6**	**15,7**	**41,4**

Note : Population au 1er juillet.

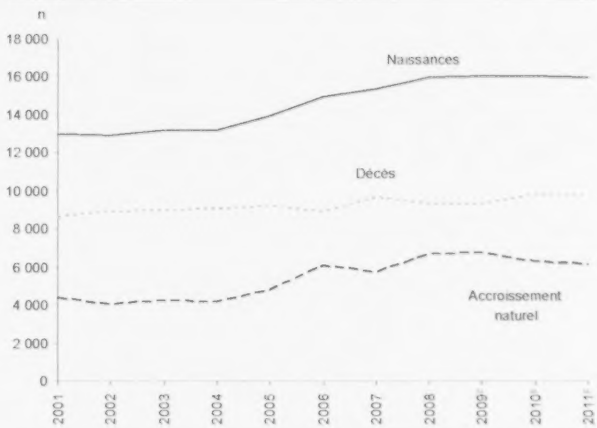
Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Naissances, décès et accroissement naturel

Selon des données provisoires, 15 935 bébés sont nés en Montérégie en 2011. Le nombre de naissances y a peu bougé depuis 2008, une stabilisation qui marque l'essoufflement du mouvement à la hausse amorcé vers le milieu des années 2000. Les naissances y demeurent toutefois beaucoup plus nombreuses en 2011 qu'elles ne l'ont été durant la majeure partie des années 2000 : par rapport aux 12 962 naissances de 2001, l'augmentation est de 23 %. Cette croissance surpasse légèrement celle enregistrée dans l'ensemble du Québec au cours de la même période (20 %).

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, Montérégie, 2001-2011[p]



Note : Les données sur les naissances de 2009 sont finales.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Deux facteurs ont contribué à la hausse des naissances en Montérégie. D'une part, le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants s'est accru au cours des 10 dernières années, principalement dans les groupes d'âge les plus féconds (25 à 34 ans). D'autre part, la fécondité s'est élevée, l'indice synthétique de fécondité passant de 1,56 enfant par femme en 2001 à 1,81 en 2011 (donnée provisoire), après avoir culminé à 1,85 en 2008. Sans faire partie des régions à plus forte fécondité, la Montérégie a affiché un indice supérieur à la moyenne québécoise au cours des 10 dernières années. En 2011, l'indice synthétique de fécondité de l'ensemble du Québec s'établit à 1,69 enfant par femme.

En ce qui concerne les décès, leur nombre tend à augmenter en raison du contexte de vieillissement de la population commun à toutes les régions du Québec. En 2011, 9 796 décès ont ainsi été enregistrés en Montérégie, comparativement à 8 593 en 2001. Comme la croissance des naissances a été plus prononcée entre ces deux années, l'accroissement naturel – soit l'excédent des naissances sur les décès – a pris de l'ampleur : il représente 6 139 individus en 2011, tandis qu'il a été inférieur à 5 000 de 2001 à 2005. C'est en 2009 que le sommet des 10 dernières années a été atteint (6 725). La stabilisation des naissances, combinée à la poursuite de la hausse des décès, explique le léger fléchissement observé par la suite.

Les naissances sont plus nombreuses que les décès dans presque toutes les MRC de la région en 2011. La seule exception est Pierre-De Saurel, où le surplus de décès est toutefois minime (voir le tableau comparatif des MRC et TE à la fin du bulletin). Beauharnois-Salaberry, Brome-Missisquoi, Acton et Le Haut-Saint-Laurent maintiennent pour leur part un accroissement naturel très faiblement positif. Ailleurs dans la région, ce dernier est plus substantiel. Par rapport à la taille de leur population, les MRC de Vaudreuil-Soulanges et de La Vallée-du-Richelieu sont celles où l'accroissement naturel contribue le plus fortement à la croissance démographique.

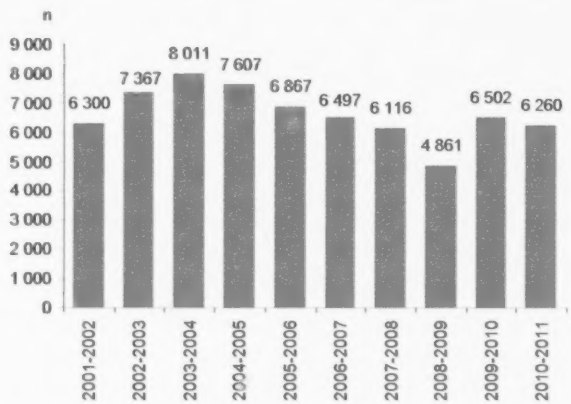
Migration interrégionale

Au cours des dernières années, la Montérégie a été gagnante dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec. Les gains ont atteint un sommet de plus de 8 000 individus en 2003-2004. Le nombre d'entrants en provenance des autres régions, tout particulièrement Montréal, a toutefois diminué au cours des années suivantes, ce qui a sensiblement réduit les gains. Ceux-ci se situaient à moins de 5 000 personnes en 2008-2009. Ils ont cependant remonté par la suite et se chiffrent à 6 260 personnes en 2010-2011.

La Montérégie présente le profil migratoire typique d'une banlieue d'un grand centre urbain. Les gains les plus importants, en termes absolus, se réalisent chez les 25-44 ans et chez les 0-14 ans, et ils compensent largement les pertes enregistrées chez les 15-24 ans. On note également des gains non négligeables chez les personnes de 80 ans et plus.

Figure 2.2

Solde migratoire interrégional, Montérégie, 2001-2002 à 2010-2011

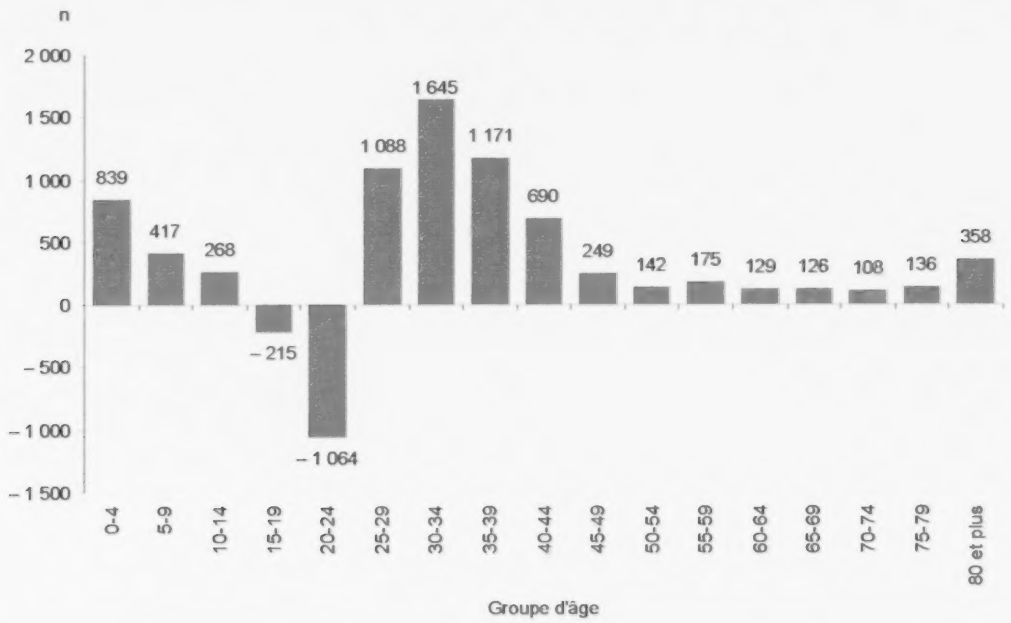


Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Le bilan migratoire de la Montérégie repose principalement sur la force d'attraction qu'elle exerce sur les résidents de Montréal, d'où venaient 61 % des entrants en 2010-2011. Montréal est aussi la première région de destination des individus qui quittent la Montérégie, mais les départs sont beaucoup moins nombreux que les arrivées. En 2010-2011, le déséquilibre des échanges a engendré un gain de 8 395 individus au profit de la Montérégie, une augmentation appréciable par rapport au creux de 6 727 personnes de 2008-2009. Les migrations impliquant la plupart des autres régions se sont soldées par des pertes en 2010-2011, la principale exception étant Laval (+ 429). Les déficits les plus importants se font en faveur des régions voisines, comme le Centre-du-Québec (– 593) et l'Estrie (– 357), mais également de régions moins proches, telles que les Laurentides (– 371) et la Capitale-Nationale (– 317).

Figure 2.3

Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, Montérégie, 2010-2011



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, Montérégie, 2010-2011

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	– 69	12	421	1,1	12	490	1,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 40	11	486	1,3	11	526	1,7
Capitale-Nationale	– 317	7	1 310	3,6	6	1 627	5,3
Mauricie	– 175	8	671	1,8	8	846	2,8
Estrie	– 357	4	2 078	5,7	3	2 435	8,0
Montréal	8 395	1	22 417	61,0	1	14 022	46,0
Outaouais	– 240	10	533	1,5	10	773	2,5
Abitibi-Témiscamingue	– 26	13	262	0,7	14	288	0,9
Côte-Nord	– 14	14	234	0,6	15	248	0,8
Nord-du-Québec	18	16	97	0,3	16	79	0,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 190	15	215	0,6	13	405	1,3
Chaudière-Appalaches	– 179	9	598	1,6	9	777	2,6
Laval	429	5	1 714	4,7	7	1 285	4,2
Lanaudière	– 12	3	2 115	5,8	4	2 127	7,0
Laurentides	– 371	2	2 200	6,0	2	2 571	8,4
Montérégie	...	...	...	...	...	...	...
Centre-du-Québec	– 593	6	1 371	3,7	5	1 963	6,4
Total	**6 260**	**...**	**36 723**	**100,0**	**...**	**30 463**	**100,0**

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

À l'échelle des MRC, la migration interne comprend les échanges avec l'ensemble des autres MRC, incluant celles faisant partie de la même région administrative. En 2010-2011, la plupart des MRC et TE de la région ont enregistré des gains à ce chapitre, exception faite des MRC d'Acton, du Haut-Saint-Laurent et du Haut-Richelieu (voir le tableau comparatif des MRC et TE à la fin du bulletin). Toutes proportions gardées, la contribution de la migration interne à la croissance démographique est plus importante dans Vaudreuil-Soulanges.

Immigration internationale

La Montérégie arrive au 2e rang des régions d'établissement des immigrants. En janvier 2011, 10,0 % des immigrants récents, admis au Québec entre 2005 et 2009, résidaient dans la région, ce qui représente environ 19 800 nouveaux résidents[1]. La région n'attire pas une aussi large part d'immigrants que Montréal (65,7 %), mais devance Laval (6,5 %) et la Capitale-Nationale (4,7 %). Au cours des dernières années, la Montérégie a par ailleurs amélioré sa capacité d'attraction relative. En janvier 2005, 8,6 % des nouveaux immigrants admis entre 1999 et 2003 résidaient dans la région.

1. Les statistiques sur la présence des immigrants au Québec selon l'année d'admission et la région de résidence sont compilées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec. Les statistiques détaillées peuvent être consultées dans : Institut de la statistique du Québec, *Panorama des régions du Québec. Édition 2012*. [En ligne :] http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama_2012.pdf.

3. Marché du travail

3.1 Indicateurs du marché du travail de la Montérégie

par Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

L'emploi en Montérégie connaît une légère baisse de 1 200 emplois en 2011 (– 0,2 %). Avec 729 500 emplois, cette région représente 18,5 % de l'emploi total au Québec; elle se situe ainsi au 2e rang après la région montréalaise. Le taux d'emploi baisse de 1,0 point de pourcentage, en raison de la hausse de la population en âge de travailler (+ 1,4 %) et du recul de l'emploi. La Montérégie se classe au 7e rang des régions administratives en ce qui a trait au taux d'emploi.

Les hausses de l'emploi des 30 ans et plus (+ 1 800) ainsi que de l'emploi féminin (+ 3 300) n'ont pas suffi à compenser les pertes chez les jeunes (– 3 100) ainsi que chez les hommes (– 4 600). La perte nette d'emplois se retrouve dans le secteur des biens (– 18 200), celui des services enregistrant un gain (+ 16 900). En 2011, tous les emplois perdus sont à temps plein (– 11 600). De son côté, l'emploi à temps partiel progresse (+ 10 200). Ainsi, la part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total de la région augmente de 1,4 point et passe à 19,7 %.

Tableau 3.1.1

Caractéristiques du marché du travail, Montérégie, 2007-2011

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
Population active	k	756,4	769,5	781,1	792,0	784,5
Emploi	k	710,0	718,9	721,6	730,7	729,5
Selon le régime						
Emploi à temps plein	k	588,5	591,9	593,3	597,4	585,8
Emploi à temps partiel	k	121,5	127,0	128,3	133,4	143,6
Groupe d'âge						
15-29 ans	k	176,3	189,2	181,6	182,1	179,0
30 ans et plus	k	533,6	529,7	540,0	548,6	550,4
Sexe						
Hommes	k	374,7	374,7	380,3	384,6	380,0
Femmes	k	335,2	344,3	341,3	346,2	349,5
Secteur d'activités						
Secteur des biens	k	183,9	204,9	201,0	195,3	177,1
Secteur des services	k	526,1	514,0	520,6	535,5	552,4
Chômeurs	k	46,4	50,6	59,5	61,2	55,0
Taux d'activité	%	67,1	67,4	67,5	67,5	66,0
Taux de chômage	%	6,1	6,6	7,6	7,7	7,0
Taux d'emploi	%	63,0	62,9	62,4	62,3	61,3
Part de l'emploi à temps partiel	%	17,1	17,7	17,8	18,3	19,7

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Le taux de chômage de la Montérégie fléchit de 0,7 point en 2011, puisque le recul de la population active (– 0,9 %) est plus important que celui de l'emploi. Le nombre de chômeurs diminue de 6 200. Le taux d'activité de la région baisse de 1,5 point et s'établit à 66,0 % . Cela résulte du fait que la population active se contracte plus fortement que celle en âge de travailler.

Entre 2007 et 2011, l'emploi augmente de 19 500. La part de l'emploi de la région dans l'emploi total du Québec reste stable durant cette période.

3.2 Nombre et taux de travailleurs des MRC et TE de la Montérégie

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

La situation du marché du travail s'améliore dans l'ensemble des territoires supralocaux de la Montérégie en 2010, bien qu'à des degrés divers. Les hausses les plus marquées du nombre de travailleurs de 25 à 64 ans sont observées dans les MRC de Rouville (+ 3,8 %), de La Haute-Yamaska (+ 3,5 %), de Vaudreuil-Soulanges (+ 3,4 %) et des Jardins-de-Napierville (+ 3,1 %). Il s'agit dans le cas de Rouville et de Vaudreuil-Soulanges d'une huitième hausse annuelle consécutive. Les augmentations les plus faibles du nombre de travailleurs sont enregistrées dans Les Maskoutains (+ 0,4 %) et Le Haut-Richelieu (+ 0,7 %).

Tableau 3.2.1

Nombre et taux des travailleurs de 25 à 64 ans, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2009-2010

	Nombre			Taux		
	2009r	2010p	Var. 10/09 (%)	2009r	2010p	Écart 10/09 (point de %)
Brome-Missisquoi	21 773	22 187	1,9	72,0	72,8	0,8
La Haute-Yamaska	34 529	35 738	3,5	75,0	76,8	1,8
Acton	5 969	6 092	2,1	70,5	72,3	1,8
Pierre-De Saurel	19 139	19 366	1,2	66,8	67,9	1,1
Les Maskoutains	34 963	35 090	0,4	77,0	77,0	0,0
Rouville	15 131	15 702	3,8	79,7	82,6	2,9
Le Haut-Richelieu	48 250	48 581	0,7	76,2	76,6	0,4
La Vallée-du-Richelieu	52 929	53 862	1,8	83,3	84,3	1,0
Longueuil	167 438	169 991	1,5	74,6	75,4	0,8
Lajemmerais	34 282	35 006	2,1	84,3	85,4	1,1
Roussillon	72 326	73 877	2,1	80,8	81,7	0,9
Les Jardins-de-Napierville	11 214	11 566	3,1	77,8	78,3	0,5
Le Haut-Saint-Laurent	7 673	7 894	2,9	64,0	66,5	2,5
Beauharnois-Salaberry	23 607	23 722	0,5	70,1	70,5	0,4
Vaudreuil-Soulanges	61 780	63 904	3,4	81,5	82,8	1,3
Montérégie	**611 003**	**622 578**	**1,9**	**76,8**	**77,8**	**1,0**
Ensemble du Québec	**3 212 872**	**3 272 575**	**1,9**	**72,6**	**73,5**	**0,9**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 31 décembre 2010. À partir du 12 février 2011, le nom de la MRC de Lajemmerais dans la région de la Montérégie a changé pour celui de la MRC de Marguerite-D'Youville.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

La région de la Montérégie se caractérise par des écarts importants en ce qui a trait au taux de travailleurs. Les MRC de Lajemmerais (85,4 %), de La Vallée-du-Richelieu (84,3 %), de Vaudreuil-Soulanges (82,8 %) et de Rouville (82,6 %) continuent de se distinguer en affichant un taux parmi les plus élevés au Québec. En revanche, en dépit d'une forte croissance en 2010, Le Haut-Saint-Laurent (66,5 %) présente un taux de travailleurs parmi les plus faibles de la province. Par ailleurs, ce taux est en progression dans l'ensemble des MRC et TE de la Montérégie en regard de 2009, à l'exception des Maskoutains, où il fait du surplace.

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2009, le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) s'élève à 43,4 G$ dans la région administrative de la Montérégie, ce qui constitue plus de 15 % du PIB du Québec. À cet égard, cette région se classe au deuxième rang parmi les régions administratives, après Montréal et devant la Capitale-Nationale.

L'économie de la région se maintient au même niveau en 2009, tandis que celle du Québec monte de 0,6 %. Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) enregistré au cours des quatre dernières années, 3,5 %, est toutefois un peu supérieur à celui du Québec (+ 3,2 %). Au chapitre de la croissance économique en 2009, la région occupe le douzième rang parmi les 17 régions administratives.

Produit intérieur brut par industrie

Les industries des services ont une forte prépondérance dans l'économie de la Montérégie avec un PIB qui atteint 28,8 G$ en 2009, soit 66,4 % de son activité économique, bien que cette part soit moindre que celle qu'on enregistre à l'échelle du Québec (71,6 %). Cette diversification dans les industries des services amène une stabilité de la croissance dans la région. C'est le cas en 2009 où les gains observés dans ces industries (+ 2,6 %) compensent les pertes encourues dans celles productrices de biens (– 4,7 %). Au cours des quatre dernières années, les TCAM de ces deux secteurs sont de 4,7 % et de 1,3 % respectivement.

Toutes les industries des services sont en expansion en 2009, à l'exception des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (– 4,8 %) et des services professionnels, scientifiques et techniques (– 1,9 %) qui mettent les freins après plusieurs années de forte croissance. Du côté des bases économiques de la région dans le secteur des services, le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 4,6 %), l'industrie des autres services (+ 4,2 %) ainsi que le commerce de gros (+ 1,7 %) contribuent de façon significative à la production de ces industries. L'industrie des arts, des spectacles et des loisirs croît de 6,7 %. L'industrie des soins de santé et de l'assistance sociale présente une hausse de 5,1 %. L'industrie des administrations publiques (+ 4,5 %) ainsi que celle des autres services (+ 4,2 %) affichent de bons résultats.

Avec un PIB de 14,6 G$, les industries productrices de biens occupent 33,6 % de l'économie régionale en 2009. La fabrication d'aliments (+ 9,9 %), une des principales bases économiques de la région, poursuit sur sa lancée. Par contre, l'industrie de la fabrication de produits chimiques glisse de 0,5 %, ce qui constitue une troisième diminution d'affilée, et la première transformation des métaux, également à la baisse au cours des trois dernières années, chute de 32,1 %. L'industrie de la fabrication de produits métalliques (– 11,5 %) chute et celle de matériel, d'appareils et de composants électriques diminue de 6,1 %. L'industrie de l'impression et des activités connexes de soutien glisse de 0,5 %. La fabrication de produits en plastique et en caoutchouc (– 14,1 %) diminue fortement, pour une deuxième année consécutive. Celle de produits minéraux non métalliques (– 2,0 %) connaît aussi une deuxième année de baisse, avec des taux moins prononcés. La fabrication de produits informatiques et électroniques (– 20,9 %) plonge à nouveau. La fabrication de machines décroît de 5,2 % et les activités diverses de fabrication, de 7,7 %. Les gains enregistrés dans certaines industries de la fabrication ne compensent pas les pertes subies dans certaines autres, de sorte que la fabrication régresse de 8,7 % en 2009, au même taux de décroissance que celui du Québec. Ainsi, le taux de décroissance annuel moyen de la fabrication en Montérégie au cours des quatre dernières années se chiffre à 1,5 %. En 2009, l'industrie des cultures agricoles et de l'élevage baisse de 8,8 %. La construction montre un taux de 4,6 % et un vigoureux TCAM de 6,5 %.

Depuis 2005, la part des industries productrices de biens a une tendance à la baisse en Montérégie. Ainsi, cette part, évaluée à 37,4 % de l'économie régionale en 2004, passe à 33,6 % en 2009. La région se comporte à l'instar du Québec dont la part des industries productrices de biens se situe à 31,9 % en 2004 et diminue à 28,4 % en 2009.

Tableau 4.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, Montérégie, 2008-2009

	2008[er]	2009[e]	Part de l'industrie en 2009	Variation annuelle moyenne 2009/2005	Variation 2009/2008
	k$			%	
Ensemble des industries	**43 365 523**	**43 368 833**	**100,0**	**3,5**	**0,0**
Secteur de production de biens	**15 320 974**	**14 593 536**	**33,6**	**1,3**	**– 4,7**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 103 470	1 002 471	2,3	4,5	– 9,2
Cultures agricoles et élevage	988 645	901 494	2,1	5,6	– 8,8
Foresterie et exploitation forestière	33 119	25 025	0,1	– 14,0	– 24,4
Pêche, chasse et piégeage	x	x	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	x	x	...	...	...
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	95 112	95 453	0,2	6,7	0,4
Services publics	1 666 602	1 684 197	3,9	5,7	1,1
Construction	3 262 955	3 414 156	7,9	6,5	4,6
Fabrication	9 192 835	8 397 259	19,4	– 1,5	– 8,7
Fabrication d'aliments	1 326 201	1 457 073	3,4	5,9	9,9
Fabrication de boissons et de produits du tabac	x	x	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	x	x	...	...	...
Fabrication de vêtements	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en bois	221 217	203 351	0,5	– 12,7	– 8,1
Fabrication du papier	214 161	197 434	0,5	– 6,1	– 7,8
Impression et activités connexes de soutien	304 670	303 082	0,7	– 1,0	– 0,5
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	749 164	745 599	1,7	– 3,6	– 0,5
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	541 900	465 451	1,1	– 4,2	– 14,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	305 745	299 732	0,7	– 0,9	– 2,0
Première transformation des métaux	1 259 500	855 602	2,0	– 7,4	– 32,1
Fabrication de produits métalliques	744 509	658 946	1,5	– 1,7	– 11,5
Fabrication de machines	509 261	482 739	1,1	1,1	– 5,2
Fabrication de produits informatiques et électroniques	264 191	209 067	0,5	– 6,7	– 20,9
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	286 209	268 870	0,6	5,4	– 6,1
Fabrication de matériel de transport	x	x	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	262 539	240 976	0,6	– 2,9	– 8,2
Activités diverses de fabrication	196 033	181 023	0,4	– 6,1	– 7,7
Secteur des services	**28 044 548**	**28 775 296**	**66,4**	**4,7**	**2,6**
Commerce de gros	2 709 914	2 755 461	6,4	3,6	1,7
Commerce de détail	3 185 307	3 189 868	7,4	4,2	0,1
Transport et entreposage	1 650 083	1 663 898	3,8	3,0	0,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	693 976	720 399	1,7	4,3	3,8
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	7 562 006	7 907 913	18,2	4,9	4,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 509 812	1 481 742	3,4	5,8	– 1,9
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	1 123 061	1 069 578	2,5	4,5	– 4,8
Services d'enseignement	2 090 538	2 147 210	5,0	3,8	2,7
Soins de santé et assistance sociale	3 103 480	3 260 839	7,5	6,9	5,1
Arts,spectacles et loisirs	415 540	443 285	1,0	3,0	6,7
Hébergement et services de restauration	924 045	924 715	2,1	4,3	0,1
Autres services, sauf les administrations publiques	1 284 909	1 338 634	3,1	6,8	4,2
Administrations publiques	1 791 875	1 871 754	4,3	3,6	4,5

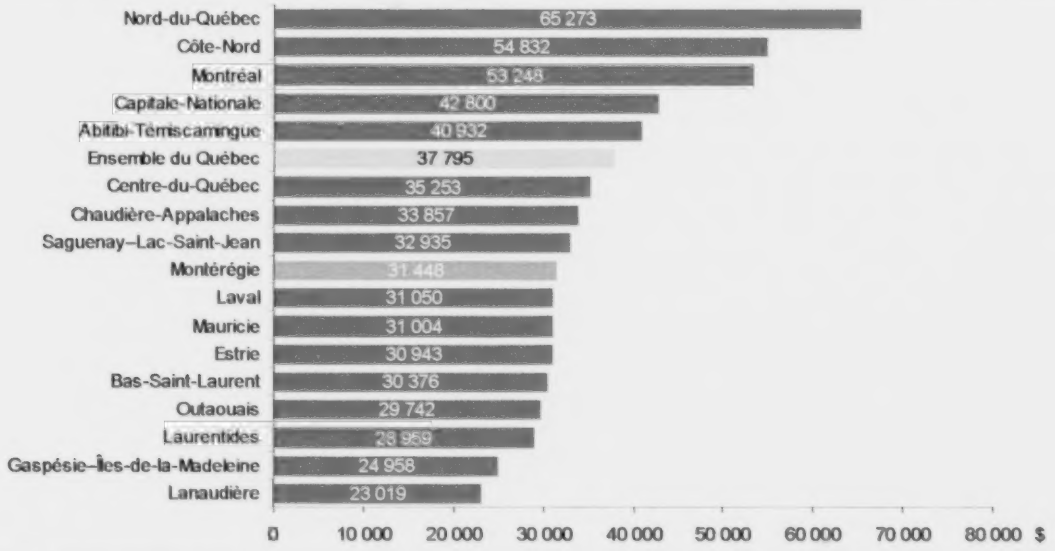
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la Montérégie figure au neuvième rang parmi les 17 régions administratives du Québec en 2010. En effet, le PIB par habitant atteint 31 448 $, en hausse de 3,2 % par rapport à 2009. En Montérégie, de nombreux travailleurs doivent se déplacer à l'extérieur de la région pour travailler. Ils génèrent ainsi une production, mais non attribuable à leur région. Le PIB par habitant s'en trouve affaibli. De plus, une augmentation de la population plus élevée que celle du Québec est observable dans la région en 2010, ce qui vient ternir la croissance son PIB par habitant en regard de celle du Québec. Au Québec, le PIB par habitant s'élève à 37 795 $ en 2010, après une augmentation de 3,4 %.

Figure 4.1.1

Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

4.2 Revenu personnel

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après avoir augmenté timidement en 2009 (+ 0,2 %), le revenu personnel par habitant dans la Montérégie croît plus fortement en 2010, soit de 3,0 %, et il s'établit à 36 185 $. La hausse est attribuable, entre autres, à l'augmentation combinée des revenus d'emploi (+ 3,3 %) et des transferts des administrations publiques (+ 2,5 %). Quant au revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers amputé des impôts directs et des cotisations au régime d'assurance sociale, il s'accroît de 3,4 % par rapport à 2009, pour se fixer à 27 705 $. À cet égard, la Montérégie se classe au troisième rang parmi les 17 régions administratives. Elle n'est devancée que par le Nord-du-Québec (32 027 $) et la Côte-Nord (28 783 $).

Par ailleurs, les résidents de la Montérégie (5 406 $) reçoivent, en moyenne, moins en transferts courants des différents paliers de gouvernement que ceux du Québec (5 878 $). En raison d'un taux d'emploi particulièrement élevé, ils ont moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. Par rapport à 2009, les transferts sont en hausse de 2,5 %, en raison notamment de l'augmentation combinée des prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec ainsi que des transferts divers.

Tableau 4.2.1

Revenu personnel et ses composantes par habitant, Montérégie et ensemble du Québec, 2009-2010

	Montérégie			Ensemble du Québec		
	2009r	2010p	Variation 10/09	2009r	2010p	Variation 10/09
	$/hab.		%	$/hab.		%
Revenu d'emploi	26 081	26 944	3,3	23 970	24 743	3,2
Revenu de placement	3 652	3 706	1,5	3 641	3 653	0,3
Transferts des administrations publiques	5 272	5 406	2,5	5 732	5 878	2,6
Autres sources de revenu	112	129	15,0	142	163	15,0
Revenu personnel	**35 117**	**36 185**	**3,0**	**33 484**	**34 437**	**2,8**
Moins :						
Impôts, cotisations et autres transferts	8 319	8 479	1,9	7 637	7 795	2,1
Égale :						
Revenu personnel disponible	**26 798**	**27 705**	**3,4**	**25 847**	**26 642**	**3,1**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux.

La hausse du revenu disponible par habitant survenue en 2010 en Montérégie se reflète dans l'ensemble des territoires supralocaux. Parmi les 15 MRC et TE qui composent la région, seulement trois enregistrent une croissance inférieure à celle observée au Québec (+ 3,1 %), à savoir Pierre-De Saurel (+ 0,7 %), Beauharnois-Salaberry (+ 2,6 %) et Longueuil (+ 2,9 %). L'augmentation la plus marquée a été enregistrée dans Acton (+ 5,9 %), principalement à cause de l'appréciation importante des revenus d'emploi.

Soulignons que les territoires supralocaux situés à proximité de Montréal affichent, pour la plupart, un revenu disponible par habitant supérieur à la moyenne québécoise (26 642 $), tels que La Vallée-du-Richelieu (31 400 $), Lajemmerais (30 565 $), Vaudreuil-Soulanges (29 499 $) et Longueuil (29 196 $). En revanche, les MRC éloignées de Montréal, comme Acton (22 564 $) et Le Haut-Saint-Laurent (21 802 $), présentent les niveaux de revenu les plus faibles. Les résidents de cette dernière MRC sont d'ailleurs ceux qui reçoivent le plus en transferts des différents paliers de gouvernement (7 686 $). Les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec sont les principaux transferts dans ce territoire situé en bordure de la frontière américaine.

Tableau 4.2.2

Revenu personnel, revenu personnel disponible et transferts des administrations publiques par habitant, MRC et TE de la Montérégie, 2009-2010

	Revenu personnel			Revenu personnel disponible			Transferts des administrations publiques		
	2009r	2010p	Var. 10/09	2009r	2010p	Var. 10/09	2009r	2010p	Var. 10/09
	$/hab		%	$/hab		%	$/hab		%
Brome-Missisquoi	32 669	33 936	3,9	25 402	26 467	4,2	5 972	6 031	1,0
La Haute-Yamaska	31 026	32 141	3,6	24 230	25 166	3,9	5 895	5 908	0,2
Acton	26 376	27 881	5,7	21 297	22 564	5,9	6 815	6 913	1,4
Pierre-De Saurel	30 940	31 310	1,2	24 140	24 306	0,7	6 557	6 583	0,4
Les Maskoutains	31 666	32 656	3,1	24 816	25 712	3,6	5 873	5 994	2,1
Rouville	33 305	34 505	3,6	25 778	26 787	3,9	5 350	5 491	2,6
Le Haut-Richelieu	32 371	33 482	3,4	24 928	25 909	3,9	5 468	5 588	2,2
La Vallée-du-Richelieu	40 145	41 627	3,7	30 141	31 400	4,2	4 570	4 678	2,4
Longueuil	37 510	38 497	2,6	28 377	29 196	2,9	5 104	5 261	3,1
Lajemmerais	39 639	40 720	2,7	29 633	30 565	3,1	4 167	4 329	3,9
Roussillon	34 686	35 762	3,1	26 283	27 208	3,5	5 058	5 251	3,8
Les Jardins-de-Napierville	31 687	32 838	3,6	24 787	25 792	4,1	5 331	5 476	2,7
Le Haut-Saint-Laurent	25 694	26 662	3,8	20 880	21 802	4,4	7 325	7 686	4,9
Beauharnois-Salaberry	29 406	30 152	2,5	22 920	23 519	2,6	6 262	6 444	2,9
Vaudreuil-Soulanges	37 933	38 989	2,8	28 537	29 499	3,4	4 477	4 609	2,9

Note : Selon la géographie et la dénomination au 31 décembre 2010. À partir du 12 février 2011, le nom de la MRC de Lajemmerais dans la région de la Montérégie a changé pour celui de la MRC de Marguerite-D'Youville.

Source : Institut de la statistique du Québec.

5. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2009, la proportion des familles en situation de faible revenu est moins élevée dans la région de la Montérégie (8,0 %) que dans l'ensemble du Québec (9,8 %). De 2005 à 2009, le taux de faible revenu après impôt des familles augmente dans la région (+ 0,9 point), tandis qu'il augmente de 0,2 point dans l'ensemble du Québec. Par rapport à 2008 seulement, le taux est en augmentation de 0,3 point, comparativement à une augmentation de 0,1 point dans l'ensemble du Québec. C'est dans Les Jardins-de-Napierville que l'on trouve, en proportion, le plus de familles à faible revenu (22,7 %). À l'inverse, Lajemmerais affiche le taux de faible revenu le moins élevé de la région (3,9 %). Au cours de la période 2005-2009, le taux de faible revenu des familles est en augmentation dans les territoires supralocaux suivants : Les Jardins-de-Napierville (+ 15,4 points), Rouville (+ 2,8 points), Brome-Missisquoi (+ 2,1 points), Acton (+ 1,5 point), Les Maskoutains (+ 1,2 point), Roussillon (+ 0,8 point), La Haute-Yamaska (+ 0,8 point), Le Haut-Saint-Laurent (+ 0,7 point), Vaudreuil-Soulanges (+ 0,7 point), La Vallée-du-Richelieu (+ 0,4 point), Lajemmerais (+ 0,4 point), Beauharnois-Salaberry (+ 0,3 point), Longueuil (+ 0,3 point), Le Haut-Richelieu (+ 0,2 point). À l'inverse, ce taux est en diminution dans le territoire supralocal suivant : Pierre-De Saurel (– 0,4 point).

Tableau 5.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 2009/2005
			%			point de pourcentage
Brome-Missisquoi	7,8	8,0	9,3	9,2	9,9	2,1
La Haute-Yamaska	7,2	6,8	7,7	7,9	7,9	0,8
Acton	7,9	8,3	9,0	8,7	9,4	1,5
Pierre-De Saurel	9,1	8,4	9,1	8,9	8,7	– 0,4
Les Maskoutains	7,3	7,4	8,5	8,1	8,5	1,2
Rouville	5,5	6,3	7,5	7,0	8,3	2,8
Le Haut-Richelieu	7,2	7,0	7,6	7,2	7,3	0,2
La Vallée-du-Richelieu	3,9	3,9	4,4	4,3	4,4	0,4
Longueuil	8,6	8,3	8,9	8,8	8,9	0,3
Lajemmerais	3,5	3,2	3,9	3,7	3,9	0,4
Roussillon	6,5	6,4	7,1	7,0	7,3	0,8
Les Jardins-de-Napierville	7,2	15,1	20,5	17,9	22,7	15,4
Le Haut-Saint-Laurent	18,2	17,6	20,0	19,2	18,9	0,7
Beauharnois-Salaberry	8,6	8,3	9,2	9,1	8,9	0,3
Vaudreuil-Soulanges	4,8	4,8	5,4	5,3	5,5	0,7
Montérégie	**7,2**	**7,1**	**8,0**	**7,8**	**8,0**	**0,9**
Ensemble du Québec	**9,6**	**9,3**	**9,9**	**9,7**	**9,8**	**0,2**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er janvier 2009. À partir du 1er janvier 2010, la municipalité de Bromont est incluse dans la MRC de Brome-Missisquoi, alors qu'auparavant elle faisait partie de la MRC de La Haute-Yamaska.

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

À l'instar des autres régions, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente région. En 2009, ce taux est 4,5 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (24,7 %) qu'en ce qui concerne les couples (5,4 %). Entre 2005 et 2009, le taux diminue de 0,2 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une augmentation de 1,3 point pour les couples. C'est Le Haut-Saint-Laurent qui affiche le taux de faible revenu des familles monoparentales le plus élevé de la région en 2009 (48,5 %). Mentionnons que le taux le plus bas pour ce type de famille revient à Lajemmerais (15,7 %).

Toujours en 2009, on dénombre dans la région 33 290 familles à faible revenu, dont 13 850 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 33 700 en 2005 à 35 490 en 2009, soit une augmentation de 5,3 %. Cette augmentation est plus élevée que la diminution du nombre total d'enfants de la région (– 0,7 %).

Tableau 5.2

Taux de faible revenu selon le type de famille, Montérégie, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 2009/2005
			%			point de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	**7,2**	**7,1**	**8,0**	**7,8**	**8,0**	**0,9**
Famille comptant un couple	**4,2**	**4,6**	**5,3**	**5,1**	**5,4**	**1,3**
Sans enfants	4,4	4,9	5,9	5,5	6,0	1,6
Avec 1 enfant	3,8	4,3	4,7	4,7	4,9	1,2
Avec 2 enfants	3,2	3,6	3,9	3,9	4,0	0,8
Avec 3 enfants et plus	6,3	6,4	6,9	7,0	7,1	0,8
Famille monoparentale	**24,9**	**22,7**	**24,8**	**24,4**	**24,7**	**– 0,2**
Avec 1 enfant	22,1	20,5	21,9	21,8	21,7	– 0,4
Avec 2 enfants	25,9	22,9	25,7	25,3	25,7	– 0,2
Avec 3 enfants et plus	40,6	36,7	41,3	40,4	42,4	1,8

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Revenu médian des familles

De 2008 à 2009, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, diminue de 0,4 % dans la région de la Montérégie. Cette diminution est plus élevée que l'augmentation observée dans l'ensemble du Québec (+ 0,3 %). On constate que les territoires supralocaux suivants profitent d'une croissance réelle : Le Haut-Saint-Laurent (+ 1,2 %), Le Haut-Richelieu (+ 0,5 %), La Vallée-du-Richelieu (+ 0,3 %). À l'inverse, on observe une décroissance dans les territoires supralocaux suivants : Les Jardins-de-Napierville (– 5,7 %), Pierre-De Saurel (– 2,6 %), Rouville (– 2 %), Acton (– 1,3 %), Brome-Missisquoi (– 1,1 %), Lajemmerais (– 0,8 %), La Haute-Yamaska (– 0,6 %), Les Maskoutains (– 0,6 %), Beauharnois-Salaberry (– 0,5 %), Vaudreuil-Soulanges (– 0,4 %), Roussillon (– 0,2 %). Le revenu médian est cependant stationnaire dans le territoire supralocal suivant : Longueuil. Aussi, la région est en avance par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2009, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 69 690 $, comparativement à 64 420 $ au Québec. En 2009, le revenu médian avant impôt est supérieur à celui de l'ensemble du Québec dans les territoires supralocaux suivants : Le Haut-Richelieu (65 730 $), La Vallée-du-Richelieu (83 240 $), Longueuil (71 860 $), Lajemmerais (85 680 $), Roussillon (75 210 $), Vaudreuil-Soulanges (77 860 $).

Tableau 5.3

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2008-2009

	2008	2009	Variation 2009/2008
	$ constants de 2009		%
Brome-Missisquoi	58 370	57 720	– 1,1
La Haute-Yamaska	62 083	61 700	– 0,6
Acton	53 359	52 660	– 1,3
Pierre-De Saurel	61 590	59 970	– 2,6
Les Maskoutains	61 862	61 500	– 0,6
Rouville	65 736	64 410	– 2,0
Le Haut-Richelieu	65 424	65 730	0,5
La Vallée-du-Richelieu	83 022	83 240	0,3
Longueuil	71 894	71 860	0,0
Lajemmerais	86 353	85 680	– 0,8
Roussillon	75 345	75 210	– 0,2
Les Jardins-de-Napierville	57 002	53 780	– 5,7
Le Haut-Saint-Laurent	48 348	48 950	1,2
Beauharnois-Salaberry	60 423	60 140	– 0,5
Vaudreuil-Soulanges	78 193	77 860	– 0,4
Montérégie	**69 952**	**69 690**	**– 0,4**
Ensemble du Québec	**64 226**	**64 420**	**0,3**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er janvier 2009. À partir du 1er janvier 2010, la municipalité de Bromont est incluse dans la MRC de Brome-Missisquoi, alors qu'auparavant elle faisait partie de la MRC de La Haute-Yamaska.

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2009, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (37 700 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (64 510 $). Enfin, de 2008 à 2009, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 1,0 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 0,6 %.

Tableau 5.4

Revenu médian après impôt selon le type de famille, Montérégie, 2008-2009

	2008	2009	Variation 2009/2008
	$ constants de 2009		%
Famille comptant un couple	**64 116**	**64 510**	**0,6**
Sans enfants	52 283	52 730	0,9
Avec 1 enfant	70 827	71 240	0,6
Avec 2 enfants	79 823	80 850	1,3
Avec 3 enfants et plus	78 847	79 450	0,8
Famille monoparentale	**37 310**	**37 700**	**1,0**
Avec 1 enfant	36 083	36 690	1,7
Avec 2 enfants	39 685	40 220	1,3
Avec 3 enfants et plus	37 351	37 300	– 0,1

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

6. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

6.1 Investissements

Selon les intentions pour 2012, les investissements dans la région de la Montérégie devraient atteindre 11,8 G$, en hausse de 4,4 % par rapport à 2011, suivant une augmentation de 3,5 % entre 2010 et 2011. La région représenterait ainsi 16,6 % du total québécois (70,8 G$). À ce chapitre, la croissance de la région est moins rapide que celle de l'ensemble des régions (+ 5,6 %), tout comme en 2011 (moyenne provinciale : + 6,2 %). La région arrive au huitième rang parmi les 17 régions administratives en termes de croissance annuelle.

Tableau 6.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie[1] et par secteur, Montérégie, 2008-2012[2]

	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Part relative dans la région (2012)	Part relative dans le Québec (2012)
			k$				%	
Production de biens	1 750 296	1 390 105	1 422 549	1 622 471	1 895 568	16,8	16,1	10,8
Production de services	4 437 981	4 900 925	4 381 227	4 546 122	4 570 423	0,5	38,8	15,7
Logement	4 600 051	4 229 260	5 084 212	5 105 507	5 306 916	3,9	45,1	22,0
Total	**10 788 328**	**10 520 289**	**10 887 988**	**11 274 101**	**11 772 907**	**4,4**	**100,0**	**16,6**
Secteur privé non résidentiel	4 020 356	3 551 304	3 184 943	3 114 660	3 415 609	9,7	29,0	13,2
Secteur public	2 167 921	2 739 725	2 618 833	3 053 934	3 050 382	– 0,1	25,9	14,6

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

1. Statistique Canada, Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002.
2. 2008-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires; 2012 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation; Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de biens, qui comptent pour 16,1 % de l'investissement régional en 2012, sont en croissance de 16,8 % par rapport à 2011, pour atteindre 1,9 G$. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis 2003. L'investissement dans la région représente 10,8 % de l'investissement total de ces industries au Québec. En 2012, l'investissement de ces industries se concentre dans le secteur de la fabrication (983,6 M$) et dans celui des services publics (518,1 M$).

L'investissement dans les industries productrices de services, responsables de plus du tiers de l'investissement régional (38,8 %), est en hausse de 0,5 % par rapport à 2011 et se chiffre à 4,6 G$. Il s'agit du plus haut niveau depuis 2009. La variation annuelle de l'investissement de la région dans ces industries, qui constitue 15,7 % de l'investissement québécois (29,1 G$), est inférieure à la moyenne provinciale (+ 1,9 %). Les administrations publiques dominent, avec des investissements prévus de 2,2 G$ en 2012, soit 47,1 % du total des industries productrices de services.

L'investissement résidentiel, qui représente 45,1 % de l'investissement régional en 2012, est en croissance de 3,9 %, pour s'établir à 5,3 G$. Il s'agit d'une variation annuelle supérieure à la moyenne québécoise (+ 2,6 %). La région représente 22,0 % du total provincial.

Le secteur privé non résidentiel, qui s'approprie 29,0 % de l'investissement total, est en croissance de 9,7 % par rapport à 2011, pour s'élever à 3,4 G$. Cela correspond à une hausse annuelle supérieure à la moyenne québécoise (+ 8,5 %). La région de la Montérégie représente 13,2 % du secteur privé non résidentiel québécois. Les investissements publics affichent une légère décroissance de 0,1 % par rapport à 2011, pour s'établir à 3,1 G$. Il s'agit d'une variation annuelle inférieure à la moyenne québécoise (+ 5,8 %). Cette région accapare 14,6 % des investissements publics au Québec.

6.2 Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités de la région de la Montérégie atteint 2,9 G$ en 2011, en baisse de 5,2 % par rapport à 2010. La décroissance s'observe tant dans le secteur non résidentiel (– 15,8 %) que dans le secteur résidentiel (– 1,1 %).

Les permis de bâtir résidentiels ont autorisé la construction de 10 630 nouvelles unités indépendantes, comparativement à 10 909 en 2010. La valeur des permis délivrés dans ce secteur se concentre dans le TE de Longueuil (649,2 M$) et dans les MRC de Vaudreuil-Soulanges (303,0 M$) et de Roussillon (247,7 M$). La majorité des subdivisions régionales ont accordé des permis de bâtir résidentiels pour une valeur supérieure à la moyenne quinquennale. En nombre de nouvelles unités indépendantes autorisées, Longueuil arrive en tête avec 2 862, suivie de la MRC de Vaudreuil-Soulanges (1 360) et de celle de Roussillon (1 314).

La valeur des permis de bâtir non résidentiels octroyés en 2011 est inférieure à la moyenne quinquennale pour toutes les composantes. Les permis de bâtir commerciaux se concentrent dans le TE de Longueuil (134,3 M$) et dans les MRC de Vaudreuil-Soulanges (66,9 M$) et du Haut-Richelieu (42,6 M$). Les permis de bâtir industriels accordés représentent 149,3 M$ et se concentrent dans le TE de Longueuil (33,1 M$) et dans la MRC des Maskoutains (24,4 M$), des valeurs près des moyennes quinquennales. Finalement, les permis de bâtir institutionnels se chiffrent à 166,4 M$, et ils sont majoritairement délivrés dans le TE de Longueuil et dans la MRC de La Haute-Yamaska.

Tableau 6.2.1

Nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2010-2011

	2010	2011	Variation 2011/2010
	n		%
Brome-Missisquoi	663	562	– 15,2
La Haute-Yamaska	751	479	– 36,2
Acton	23	15	– 34,8
Pierre-De Saurel	211	242	14,7
Les Maskoutains	575	425	– 26,1
Rouville	336	231	– 31,3
Le Haut-Richelieu	585	770	31,6
La Vallée-du-Richelieu	934	1 150	23,1
Longueuil	2 771	2 862	3,3
Marguerite-D'Youville	539	634	17,6
Roussillon	1 360	1 314	– 3,4
Les Jardins-de-Napierville	213	221	3,8
Le Haut-Saint-Laurent	33	27	– 18,2
Beauharnois-Salaberry	481	338	– 29,7
Vaudreuil-Soulanges	1 434	1 360	– 5,2
Montérégie	**10 909**	**10 630**	**– 2,6**
Ensemble du Québec	**53 579**	**53 890**	**0,6**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er janvier 2011. À partir du 12 février 2011, le nom de la MRC de Lajemmerais dans la région de la Montérégie a changé pour celui de la MRC de Marguerite-D'Youville.

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.2.2

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, MRC et TE de la Montérégie et ensemble du Québec, 2011

	Résidentiel		Commercial		Industriel		Institutionnel	
	k$	Moyenne 07-11	k$	Moyenne 07-11	k$	Moyenne 07-11	k$	Moyenne 07-11
Brome-Missisquoi	121 943	117 123	13 166	16 403	14 726	9 708	7 205	22 206
La Haute-Yamaska	94 330	107 080	23 264	24 423	10 058	15 321	27 447	12 405
Acton	4 940	5 187	413	1 971	1 035	886	761	663
Pierre-De Saurel	51 562	46 413	6 345	9 339	2 127	11 033	8 585	10 467
Les Maskoutains	87 225	91 709	22 543	39 382	24 432	24 933	6 336	12 349
Rouville	46 624	53 735	2 823	5 385	2 037	4 830	2 446	3 114
Le Haut-Richelieu	132 709	122 651	42 620	25 013	16 027	18 633	2 858	3 552
La Vallée-du-Richelieu	223 343	209 971	25 534	30 301	4 990	7 475	16 121	11 353
Longueuil	649 217	543 453	134 342	165 907	33 093	33 947	40 151	81 372
Marguerite-D'Youville	98 578	86 216	12 932	10 847	2 098	16 662	16 720	5 173
Roussillon	247 693	244 764	34 791	39 684	11 419	15 480	15 152	11 483
Les Jardins-de-Napierville	40 115	32 127	12 775	7 744	6 789	5 419	3 600	2 775
Le Haut-Saint-Laurent	8 752	7 914	2 725	1 345	1 897	2 063	495	1 966
Beauharnois-Salaberry	56 391	62 431	9 583	20 282	4 078	9 329	5 911	3 911
Vaudreuil-Soulanges	302 971	307 219	66 861	51 898	14 509	14 319	12 613	19 307
Montérégie	**2 166 393**	**2 037 993**	**410 717**	**449 923**	**149 315**	**190 039**	**166 401**	**202 096**
Ensemble du Québec	**10 174 688**	**9 151 047**	**3 275 802**	**2 719 160**	**966 666**	**934 697**	**1 072 441**	**1 203 431**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er janvier 2011. À partir du 12 février 2011, le nom de la MRC de Lajemmerais dans la région de la Montérégie a changé pour celui de la MRC de Marguerite-D'Youville.

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

7. Mines

par Raymond Beullac et Hugo Johnston-Laberge, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Dans le cadre de cette analyse[1], il est important de noter que les données de 2010 sont finales, celles de 2011 sont de nature provisoire et celles de 2012 représentent des intentions.

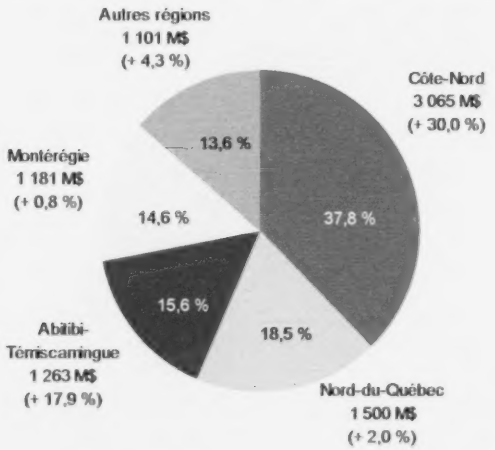
La Montérégie est une région minière très importante pour la production minérale et pour les emplois du secteur minier. Cette importance provient en bonne partie de la présence sur son territoire d'usines de première transformation : QIT-Fer et Titane (QIT) et Zinc électrolytique du Canada (CEZinc). QIT traite le minerai d'ilménite provenant de la mine Tio sur la Côte-Nord pour produire de la scorie de titane, du fer de refonte et des billettes d'acier. CEZinc traite quant à elle des concentrés de zinc provenant de mines du Québec et d'ailleurs. Elle produit aussi de l'acide sulfurique à partir de ces concentrés. La Montérégie est la région la plus importante pour la production de matériaux de construction; elle occupe la première position, notamment pour la production de pierre.

Par ailleurs, des investissements de l'ordre de 600 M$[2,3] sont présentement en cours à l'usine de QIT-Fer et titane, en vue de la modernisation des équipements permettant la production de bioxyde de titane et de billettes de fer.

En Montérégie, l'investissement minier est négligeable par rapport à celui des trois grandes régions minières que sont le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord.

Figure 7.1

Répartition de l'investissement minier, régions administratives du Québec, 2011

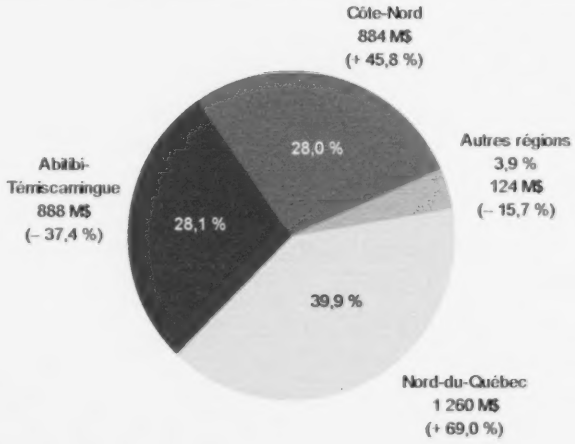


Total 2011 : 3 156 M$ (+ 8,2 %)
(+ – x %) : Variation en % par rapport à l'année 2010

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

Figure 7.2

Répartition des livraisons minérales, régions administratives du Québec, 2011



Total 2011 : 8 111 M$ (+ 13,8 %)
(+ – x %) : Variation en % par rapport à l'année 2010

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

1. Les informations contenues dans cette section proviennent du Répertoire des exploitants miniers de l'Institut de la statistique du Québec. Si les informations résultent d'une autre source, celle-ci est alors indiquée. Par ailleurs, en raison de l'arrondissement des données, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties.
2. Ces investissements sont comptabilisés dans le secteur manufacturier; ils ne sont donc pas inclus dans l'investissement minier.
3. Communiqué, 16 mars 2012, « Rio Tinto, Fer et Titane : les investissements se poursuivent au complexe métallurgique de Sorel-Tracy », Rio Tinto, Fer et Titane.

La Montérégie est la quatrième région en importance pour la valeur des livraisons minérales avec 1 181 M$ en 2011. Malgré la baisse du prix du fer, la valeur de ses expéditions affiche une hausse de 0,8 % par rapport à l'année précédente (1 172 M$). En comparaison, les livraisons minérales dans l'ensemble du Québec ont augmenté de 13,8 %. La valeur des expéditions de la région correspond à 14,6 % des livraisons totales du Québec.

Cette région est la plus importante pour la valeur des livraisons de matériaux de construction avec 338 M$, soit 32,0 % du total pour le Québec. La région se classe première pour les livraisons de pierre avec 187 M$, ce qui représente 37,7 % de toutes les livraisons québécoises de pierre. Elle est aussi la plus importante pour les livraisons de minéraux industriels, principalement grâce à la production de scorie de titane.

En 2012, les intentions d'expéditions s'élèvent à 1 465 M$, soit 15,2 % du total québécois. Les livraisons prévues de pierre s'élèvent pour leur part à 179 M$.

Avec 2 917 emplois, la Montérégie compte 17,3 % des emplois du secteur minier au Québec, principalement dans le secteur de la première transformation. Elle se classe au 3e rang parmi les régions québécoises, derrière la Côte-Nord (3 762 emplois) et l'Abitibi-Témiscamingue (3 318 emplois). L'emploi minier de cette région a diminué de 7,2 % au cours de la dernière année, une baisse de 228 emplois. Le salaire annuel moyen[4] du secteur minier de la Montérégie s'élève à 71 374 $. Il est inférieur à ceux enregistrés dans les trois autres régions minières d'importance au Québec (Nord-du-Québec [120 267 $], Abitibi-Témiscamingue [92 965 $] et Côte-Nord [90 261 $]) mais plus élevé que le salaire moyen du secteur minier des autres régions du Québec (51 471 $).

Tableau 7.1

Emploi et salaire annuel moyen par région administrative, 2010-2011

	Emploi[1]			Salaire annuel moyen		
	2010	2011	Variation 2011/2010	2010	2011	Variation 2011/2010
	n		%	$		%
Côte-Nord	2 919	3 762	28,9	95 972	90 261	– 6,0
Abitibi-Témiscamingue	2 450	3 318	35,4	96 070	92 965	– 3,2
Montérégie	3 145	2 917	– 7,2	67 060	71 374	6,4
Nord-du-Québec	1 309	1 365	4,3	105 736	120 267	13,7
Autres régions	4 340	4 416	1,8	53 942	51 471	– 2,9
Ensemble du Québec[2]	**15 240**	**16 855**	**10,6**	**75 044**	**76 679**	**2,2**

1. En personne-année.
2. Inclut le forage au diamant pour l'ensemble du Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.

4. Les salaires annuels moyens excluent le forage au diamant.

8. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires, délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005[1].

Personnel de la santé

En 2009, en Montérégie, le nombre de médecins augmente de 3,5 %, ce qui fait perdurer la croissance uniforme amorcée en 1998. Au Québec, ce nombre s'accroît de 1,5 %, ce qui porte l'effectif à 16 663, et on obtient 213 médecins pour 100 000 habitants (+ 1 point). Depuis 2005, l'accroissement du nombre de médecins en Montérégie (+ 7,3 %) est dû davantage aux spécialistes (+ 10,2 %) qu'aux omnipraticiens (+ 5,4 %). Au Québec, les spécialistes (+ 8,6 %) plus que les omnipraticiens (+ 4,0 %) ont participé à l'augmentation du nombre de médecins (+ 6,3 %). Pour ce qui est du nombre de chirurgiens-dentistes, on assiste en 2009 à une hausse de 1,1 %, et ce, pour une cinquième fois en six ans.

En 2009-2010, on enregistre en Montérégie pour une septième année consécutive une augmentation du personnel infirmier (+ 2,3 %). Cette croissance est davantage influencée par les infirmiers auxiliaires (+ 6,9 %) et les préposés aux bénéficiaires (+ 3,1 %) que par les infirmiers (+ 0,3 %). La Montérégie connaît ainsi en 2009-2010 une hausse du personnel infirmier plus forte que celle du Québec (+ 1,7 %). De surcroît, depuis 2005-2006, la région affiche une variation du personnel infirmier (+ 7,3 %) supérieure à la moyenne québécoise (+ 6,0 %).

Tableau 8.1

Personnel infirmier[1], en équivalent temps complet, selon la catégorie de personnel, région sociosanitaire de la Montérégie, 2005-2006 à 2009-2010

	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Médecins[1]	**n**	**1 977**	**2 002**	**2 031**	**2 051**	**2 122**
Omnipraticiens	n	1 175	1 179	1 200	1 206	1 238
Ensemble des spécialistes	n	802	823	831	845	884
Nombre pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	145	145	145	145	149
Chirurgiens-denstistes[1]	**n**	**549**	**551**	**557**	**536**	**542**
Nombre pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	40	40	40	38	38
Personnel infirmier[2]	**n**	**9 836**	**9 859**	**10 148**	**10 316**	**10 557**
Infirmiers	n	4 858	4 861	4 901	4 898	4 913
Infirmiers auxiliaires	n	1 311	1 331	1 433	1 539	1 645
Préposés aux bénéficiaires	n	3 666	3 668	3 814	3 879	3 999
Nombre pour 100 000 habitants[3,r]	n pour 100 000 hab.	720	713	727	730	739

1. En ce qui concerne les médecins et les chirurgiens-dentistes, les données sont présentées sur la base des années civiles (par exemple, pour 2009-2010, les données font référence à 2009).
2. En ce qui concerne le personnel infirmier, en équivalent temps complet, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).
3. Calculé pour l'ensemble du personnel de la santé par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

1. En matière de régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés en Montérégie, en 2009-2010, il diminue pour une deuxième année consécutive et s'établit à 91,5 %. De plus, le recul de 0,5 point s'accompagne d'une baisse de 2,1 % du nombre d'usagers. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation (83,9 %) décroît de 0,1 point, alors que le nombre d'usagers (707 082) diminue de 1,6 % en 2009-2010. Par ailleurs, la hausse de 4,7 % du nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés en Montérégie en 2009-2010 poursuit cette tendance, observée l'année dernière. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 843) poursuit, en 2009-2010, sa légère augmentation (+ 0,7 %), et ce, pour une troisième année consécutive.

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, malgré la baisse de 0,1 point du taux d'occupation des lits dressés en 2009-2010, la Montérégie (98,2 %) affiche un taux supérieur à celui du Québec (97,1 %). Cette diminution s'accompagne d'une hausse du nombre d'usagers de 1,4 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation régresse de 0,7 point en 2009-2010, alors que le nombre d'usagers (69 028) connaît une baisse de 1,4 %. Pour une troisième fois en quatre ans, le nombre de lits dressés pour l'hébergement et les soins de longue durée a augmenté en Montérégie (– 0,5 % en 2009-2010). Au Québec, après trois années de baisse, le nombre de lits dressés (40 195) stagne en 2009-2010.

Tableau 8.2

Lits dressés et places selon l'unité de service, région sociosanitaire de la Montérégie, 2005-2006 à 2009-2010

	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Soins généraux et spécialisés						
Nombre de lits dressés	n	1 791	1 794	1 759	1 772	1 856
Nombre pour 100 000 habitants[1,r]	n pour 100 000 hab.	131	130	126	125	130
Taux d'occupation	%	89,2	92,1	93,0	92,0	91,5
Nombre d'usagers	n	86 611	87 484	87 920	88 228	86 336
Hébergement et soins de longue durée						
Nombre de lits dressés	n	5 439	5 371	5 350	5 365	5 336
Nombre pour 100 000 habitants[1,r]	n pour 100 000 hab.	398	388	383	380	374
Taux d'occupation	%	97,8	98,0	97,9	98,3	98,2
Nombre d'usagers	n	10 228	10 045	9 758	9 687	9 821

Note : À l'exception des lits dressés, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

1. Calculé par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

9. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Formation au collégial : diplômes décernés

Les établissements collégiaux de la Montérégie ont décerné 3 273 diplômes en formation préuniversitaire (52,9 %) et 2 902 diplômes en formation technique (46,9 %) en 2009, ce qui en fait une des cinq régions au Québec où l'on retrouve cette proportion inverse pour la répartition des diplômes collégiaux. On constate également que le nombre de diplômes du collégial décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (59,5 % et 40,3 % respectivement), et ce, tant en formation préuniversitaire que technique. L'écart qui avait augmenté en 2008 se voit réduit en 2009.

Pour une troisième année consécutive, le nombre de diplômes décernés au collégial en Montérégie augmente (+ 7,4 % en 2009), ce qui est supérieur à l'augmentation québécoise (+ 4,6 %). Cette tendance positive est due principalement à la hausse de 10,3 % des diplômes préuniversitaires, particulièrement chez les hommes (+ 11,9 %). Les diplômes techniques ont quant à eux augmenté de 3,8 %, là aussi notamment chez les hommes (+ 6,1 %) Au préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 56,4 % des diplômes décernés et les sciences, 28,4 %. En ce qui a trait à l'enseignement technique, ce sont les techniques administratives qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 36,7 %, suivies par les techniques biologiques, 26,9 %.

Tableau 9.1

Nombre de diplômes décernés au collégial par famille de programme, Montérégie, 2006-2009

	2006r	2007	2008	2009
		n		
Montérégie	**5 609**	**5 636**	**x**	**6 190**
Préuniversitaire	**2 935**	**2 889**	**2 967**	**3 273**
Arts	57	43	44	42
Arts et lettres	473	424	414	430
Lettres	–	–	x	–
Multiples	34	27	x	25
Sciences	830	816	876	929
Sciences humaines	1 541	1 579	1 609	1 847
Technique	**2 674**	**2 747**	**2 795**	**2 902**
Techniques physiques	469	457	367	417
Techniques biologiques	722	757	719	781
Techniques administratives	886	926	1 017	1 066
Techniques artistiques	113	123	115	128
Techniques humaines	484	484	577	510
Hors programme	**–**	**–**	**x**	**15**

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Formation universitaire : diplômés au baccalauréat

En 2010, les 4 856 diplômés au baccalauréat de la Montérégie sont majoritairement des femmes (62,4 %), tout comme au Québec (62,5 %). Tandis que cette proportion augmente graduellement au provincial depuis 2007 (+ 1,1 point), elle croît en Montérégie depuis 2008, en hausse notamment de 0,2 point par rapport à 2009.

Parmi les domaines d'études, c'est celui des sciences sociales et humaines qui procure le plus de diplômés (72,2 %), ce qui est supérieur à la proportion québécoise (70,3 %). En 2010, on observe que le nombre de diplômés au baccalauréat a augmenté en Montérégie (+ 3,3 %), ce qui se situe au-dessus de la croissance du Québec (+ 0,7 %). Depuis 2007, on s'aperçoit que la tendance est à la hausse (+ 2,8 %), essentiellement dû au domaine des sciences sociales et humaines.

Tableau 9.2

Diplômés au baccalauréat par domaine d'études selon le sexe et selon la région de résidence au secondaire[1], Montérégie 2007-2010

	2007	2008	2009	2010
		n		
Montérégie	**4 725**	**4 842**	**4 699**	**4 856**
Santé	**510**	**469**	**459**	**501**
Hommes	80	78	64	91
Femmes	430	391	395	410
Sciences naturelles et génie	**972**	**1 022**	**871**	**839**
Hommes	644	697	585	588
Femmes	328	325	286	251
Sciences sociales et humaines	**3 243**	**3 351**	**3 365**	**3 506**
Hommes	1 081	1 085	1 124	1 139
Femmes	2 162	2 266	2 241	2 367
Indéterminé	**–**	**–**	**4**	**10**
Hommes	–	–	2	1
Femmes	–	–	2	9

1. La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au niveau secondaire, comme ce code demeure inchangé tout au long de leurs études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Les trois principales universités d'où viennent les diplômés au baccalauréat de la Montérégie sont, dans l'ordre, l'Université du Québec à Montréal (25,0 %), l'Université de Montréal et l'Université de Sherbrooke (21,2 % et 14,5 % respectivement). La part de l'Université du Québec à Montréal est en hausse par rapport à 2009 (+ 1,5 point). À l'inverse, pour une troisième année consécutive, la proportion de l'Université de Montréal a diminué, en baisse notamment de 0,3 point en 2010.

10. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Après Montréal et la Capitale-Nationale, la Montérégie est la région administrative qui compte le plus de salles de spectacles (49), d'écrans de cinéma (149 écrans répartis dans 18 cinémas et ciné-parcs), d'institutions muséales (44), de librairies (50) et de stations de radio privées et communautaires (14). Toutefois, si l'on pondère les données par la population, cette région arrive au dernier rang pour le nombre de centres d'artistes (0,1 par 100 000 habitants), au 16e rang pour le nombre de salles de spectacles. La région de la Montérégie regroupe, par ailleurs, 119 bibliothèques publiques, ce qui, toujours en fonction de la taille de la population, est inférieur à la moyenne québécoise.

Tableau 10.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, Montérégie, 2009 et 2010

	Établissements		Ratio région/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				Région	Ensemble du Québec
	2009	2010	2010	2010	
	n		%	n	
Centres d'artistes	2	2	3,0	0,1	0,8
Salles de spectacles	43	49	8,8	3,4	7,0
Institutions muséales[2]	45	44	10,2	3,1	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	54	..	..	..	...
Bibliothèques publiques affiliées: points de services[3]	66	..	..	..	...
Librairies	53	50	13,6	3,5	4,7
Cinémas et ciné-parcs	19	18	14,5	1,3	1,6
Écrans	153	149	19,1	10,3	9,9
Stations de radio privées et communautaires	14	14	8,3	1,0	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Il s'agit du nombre d'institutions muséales ayant fourni des statistiques de fréquentation à l'OCCQ en 2010.
3. Comprend la bibliothèque de Sainte-Anne-de-Bellevue, située dans la région de Montréal.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'offre en matière d'arts de la scène est, dans cette région, sous la moyenne québécoise (1,2 représentation par 1 000 habitants contre 2,1 au Québec); il n'est donc pas surprenant de constater que cette région se classe au 12e rang pour les entrées aux spectacles payants en arts de la scène (470 par 1 000 habitants contre 886 au Québec). D'autre part, en 2010, les 44 institutions muséales de la Montérégie enregistrent 1 103 visiteurs par 1 000 habitants, ce qui se situe sous la moyenne québécoise (1 622 par 1 000 habitants).

Tableau 10.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, Montérégie, 2009 et 2010

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio région/Qc
		2010	2009	2010	2010
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	1 678	1,0	1,2	10,1
Entrées	n	677 258	408,8	470,4	9,7
Assistance des cinémas					
Entrées	n	4 094 569	3 070,2	2 843,8	17,5
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	1 588 556	818,1	1 103,3	12,4
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	4 692,5	..	...
Ventes de livres par les librairies					
Ventes de livres neufs	$	60 333 549	41 232,7	41 904,1	12,0

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glace, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement ± 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoïdes, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Éducation

Diplômés au baccalauréat

La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au secondaire. Comme ce code demeure inchangé tout au long de ses études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur. En raison du manque d'information sur certains diplômés quant à leur région administrative d'origine au secondaire, le total pour l'ensemble du Québec ne correspond pas à la somme directe des totaux des régions administratives (MELS, 2009).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'*Enquête sur la fréquentation des spectacles* de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives

	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage[1]	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2010pp	Var. 10/09	2010p	Var. 10/09	2011	2009	Var. 12/11	2011p	TAAM[2] 2006-2011
	$	%	$	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	30 376	4,6	23 044	2,0	8,0	6,9	3,2	200 462	– 1,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	32 935	4,8	24 801	3,5	8,3	6,7	– 10,0	273 461	– 0,5
Capitale-Nationale	42 800	3,3	27 639	2,1	5,8	5,9	2,4	701 204	9,5
Mauricie	31 004	4,1	23 875	2,8	7,8	9,6	5,5	262 340	1,5
Estrie	30 943	3,6	23 951	2,8	6,7	9,1	– 0,3	312 150	7,3
Montréal	53 248	3,4	27 646	3,0	9,7	17,0	1,9	1 958 257	8,8
Outaouais	29 742	2,9	26 578	3,1	7,4	8,9	8,9	368 181	13,1
Abitibi-Témiscamingue	40 932	6,3	27 048	6,1	7,5	8,0	– 10,2	146 419	2,1
Côte-Nord	54 832	4,7	28 783	7,0	7,8	9,7	66,3	95 802	– 1,6
Nord-du-Québec	65 273	3,9	32 027	6,2	7,8	16,0	20,3	42 330	10,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	24 958	4,8	22 959	3,1	12,4	9,7	– 1,7	93 130	– 4,3
Chaudière-Appalaches	33 857	3,3	25 374	2,4	4,8	5,4	3,8	406 401	4,7
Laval	31 050	2,7	26 819	2,5	7,1	8,4	6,4	403 744	16,1
Lanaudière	23 019	3,1	25 371	2,9	7,7	8,1	3,7	469 916	16,0
Laurentides	28 959	2,6	26 843	3,1	8,1	7,9	6,1	555 614	13,9
Montérégie	31 448	3,2	27 705	3,4	7,0	8,0	4,4	1 456 743	10,4
Centre-du-Québec	35 253	3,8	23 948	3,3	7,2	8,6	4,7	233 509	6,6
Ensemble du Québec	**37 795**	**3,4**	**26 642**	**3,1**	**7,8**	**9,8**	**5,6**	**7 979 663**	**8,9**

1. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.
2. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 4.

Tableau comparatif pour les MRC et TE de la région de la Montérégie

	Revenu personnel disponible par habitant[1]		Taux de travailleurs de 25 à 64 ans[1]	Taux de faible revenu des familles[2]	Population au 1er juillet[3]		Accroissement naturel	Solde migratoire interne
	2010p	Var. 10/09	2010p	2009	2011p	TAAM[4] 2006-2011	2011p	2010-2011[5]
	$	%	%	%	n	pour mille	n	n
Montérégie	27 705	3,4	77,8	8,0	1 456 743	10,4	6 139	6 260
Brome-Missisquoi	26 467	4,2	72,8	9,9	55 185	7,8	81	526
La Haute-Yamaska	25 166	3,9	76,8	7,9	84 664	10,9	274	576
Acton	22 564	5,9	72,3	9,4	15 342	– 0,9	28	– 24
Pierre-De Saurel	24 306	0,7	67,9	8,7	49 969	– 0,7	– 46	146
Les Maskoutains	25 712	3,6	77,0	8,5	83 371	4,9	219	43
Rouville	26 787	3,9	82,6	8,3	34 205	15,2	177	205
Le Haut-Richelieu	25 909	3,9	76,6	7,3	114 218	7,6	460	– 138
La Vallée-du-Richelieu	31 400	4,2	84,3	4,4	115 734	13,9	811	472
Longueuil	29 196	2,9	75,4	8,9	406 571	8,9	1 355	686
Marguerite-D'Youville	30 565	3,1	85,4	3,9	72 900	6,3	525	233
Roussillon	27 208	3,5	81,7	7,3	173 738	15,0	997	755
Les Jardins-de-Napierville	25 792	4,1	78,3	22,7	26 122	13,6	111	232
Le Haut-Saint-Laurent	21 802	4,4	66,5	18,9	24 634	– 3,2	44	– 33
Beauharnois-Salaberry	23 519	2,6	70,5	8,9	62 382	3,9	15	517
Vaudreuil-Soulanges	29 499	3,4	82,8	5,5	137 708	24,0	1 089	2 064
Ensemble du Québec	**26 642**	**3,1**	**73,5**	**9,8**	**7 979 663**	**8,9**	**29 200**	...

1. Selon le découpage géographique au 31 décembre 2010. À partir du 1er janvier 2010, la municipalité de Bromont est incluse dans la MRC de Brome-Missisquoi, alors qu'auparavant elle faisait partie de la MRC de La Haute-Yamaska.
2. Selon le découpage géographique au 1er janvier 2009.
3. Selon le découpage géographique et la dénomination au 1er juillet 2011. À partir du 12 février 2011, le nom de la MRC de Lajemmerais dans la région de la Montérégie a changé pour celui de la MRC de Marguerite-D'Youville.
4. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 4.
5. Année du 1er juillet au 30 juin.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Montérégie

Superficie en terre ferme (2011)	11 103 km²
Densité de population (2011)	131,2 hab./km²
Population totale (2011[p])	1 456 743 hab.
Accroissement naturel (2011[p])	6 139 hab.
Solde migratoire interrégional (2010-2011)[1]	6 260 hab.
PIB aux prix de base (2010[r][p])	45 329,9 M$
PIB par habitant (2010[r])	31 448 $
Revenu personnel disponible par habitant (2010[r])	27 705 $
Emplois (2011)	729,5 k
Taux d'activité (2011)	66,0 %
Taux d'emploi (2011)	61,3 %
Taux de chômage (2011)	7,0 %
Taux de faible revenu des familles (2009)	8,0 %
Dépenses en immobilisation (2012)[2]	11 772,9 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.
2. Perspectives.

Institut de la statistique Québec